

**TROIS EX-MAIRES DE LA VILLE DE BOUMERDÈS, LE SG DE LA COMMUNE  
ET 10 ENTREPRENEURS DEVANT LE JUGE DU TRIBUNAL DE BORDJ-MENAÏEL**

# Deux condamnations et un lourd réquisitoire

*Les magistrats du tribunal correctionnel de la ville de Bordj-Menaïel, dans l'est de la wilaya de Boumerdès, ont eu fort à faire cette semaine concernant 3 ex-maires de la ville du chef-lieu de la wilaya, le secrétaire général de la municipalité ainsi que 10 entrepreneurs. Tout ce beau monde a défilé, cette semaine, devant le juge pour répondre, dans deux procès en première instance, de diverses accusations.*

Dans le dossier le plus lourd, le maire Mohand S., élu en 2007 sur la liste du Parti des travailleurs (PT), à la tête de l'APC de Boumerdès, mais démis de ses fonctions pour une autre condamnation, le secrétaire général de la municipalité, toujours en exercice, et 10 entrepreneurs ont été jugés cette semaine pour dilapidation de biens publics, passations illégales de marchés, faux et usage de faux et abus d'autorité. Le procureur a demandé 5 ans de prison ferme et un million de dinars d'amende contre l'ex-maire.

Pour rappel, ce dernier a été condamné en 2011 en seconde instance par la cour de Boumerdès à une année de prison ferme. Il a été accusé d'avoir passé illégalement, en 2008, un marché de travaux et de fournitures d'équipement et de falsification d'un P-V de réunion en vue de procéder au paiement de cette commande. Une fois ce verdict rendu, le wali Kamel Abbès l'avait déchu de sa mandature.

Dans la même affaire, le procureur, qui a requis 5 années de prison contre l'ex-premier magistrat de Boumerdès, a demandé aussi une peine de 4 ans d'emprisonnement et un million de dinars contre Rabah C., secrétaire gé-

ral de la commune. Il est accusé de non-dénonciation de délit ayant causé un préjudice à la municipalité et de complicité de détournement de biens publics.

Par ailleurs, dans le même dossier, 4 entrepreneurs sont sous la menace d'une condamnation de 4 années de prison ferme et un million de dinars d'amende chacun. La justice leur reproche d'avoir bénéficié de marchés jugés illégaux.

Le procureur a, en outre, demandé une condamnation de 2 ans de prison ferme et 500 000 dinars contre chacune des six personnes, dont un agent communal et par ailleurs maquignon. Ces personnes, des commerçants et des entrepreneurs, sont impliquées dans des passations illégales de marchés ou fausses facturations de travaux et fournitures.

L'agent de service de la commune est mis à l'index par le juge instructeur pour avoir fourni 13 moutons au maire avec la complicité de deux bouchers, présenté une fausse facture de livraison de viande à la commune, supposée distribuée aux pauvres. Ce subterfuge illégal a permis le paiement des 13 moutons. «Le maire m'a donné ordre de ramener 13 moutons. C'est ce que j'ai fait»,



Photo : D.F

dira le gardien au procureur. A la question du magistrat sur la destination de ces ovins, le fonctionnaire maquignon affirme qu'il les a lui-même livrés à des responsables de l'administration.

Dans la même semaine, c'est Abderrahmane K., élu en 2007 sur la liste du PT pour devenir adjoint de Mohand S. puis remplaçant de ce dernier à l'issue de son éviction, en 2011, de la présidence, qui a été jugé par le même tribunal.

Il avait comme coaccusé Mohamed Y., ancien maire de la municipalité, élu en 1997 sur la liste du Rassemblement national démocratique (RND). Au premier, la justice reproche l'accaparement

de l'annexe de la commune à El Karma (ex-Figuiers) pour la transformer en logement privé. Il avait accompli son acte alors qu'il assumait la fonction de délégué exécutif communal, DEC, durant les années 1990.

Le second est poursuivi par la justice pour son silence lors de sa prise de pouvoir en 1997, et pour n'avoir rien fait pour récupérer le bien communal. Le procureur avait demandé 7 ans de prison. Mais le juge s'est montré plus clément et a condamné, en première instance, chacun d'eux à 18 mois de prison ferme. Comme on le voit, les affaires sont nombreuses dans cette municipalité. D'autres feront, en effet, surface dans les

semaines à venir. Ces scandales à répétition sont symptomatiques du mal profond qui ronge la première capitale de l'Algérie indépendante.

Il suffit d'étudier la liste de dépenses et la destination de certains achats ainsi que l'utilisation des véhicules de la commune pour prendre la mesure des complicités dont jouissaient au niveau de l'administration les élus du PT.

La commune de Boumerdès est, pour bon nombre d'individus, devenue une véritable vache laitière à telle enseigne que des délinquants notoires de la localité se sont portés candidats aux prochaines élections communales.

Abachi L.

## KHEMIS MILIANA

# 136 bâtisses à l'état précaire éradiquées et leurs habitants relogés

*C'est à la base du recensement effectué en 2007 que la liste des habitants vivant dans une grande précarité dans le quartier Boutane a été élaborée.*

L'établissement de cette liste a nécessité des mois de travail, des dizaines de réunions tenues avec les concernés parce que depuis 2007, date du recensement à ce jour, les données ont changé. En effet, de nouveaux foyers sont nés sans compter ceux qui ont quitté le quartier et les nouveaux venus auxquels il faut ajouter ceux qui sont venus se fixer à peine quelques mois avant l'annonce de cette opération de recasement. Cela s'explique par la facilité de la procédure d'acquisition d'un logement car il suffit d'être porté sur la liste sans avoir à passer par la fameuse commission de distribution de logements instaurée par le ministère de l'Habitat.

Pour voir leur nom figurer sur la liste, certains se sont livrés à des prouesses de subterfuges. Selon un responsable, il a été constaté qu'une habitation a été divisée par un muret construit à la hâte pour en faire deux habitations. Certains ont

loué à prix fort une chambre à des personnes venues d'ailleurs ou à des proches pour profiter de l'aubaine. Venir à bout de cet imbroglio n'a pas été une sinécure, surtout lorsque chacun vient à exiger un appartement indépendant du reste de sa famille.

Finalement, la liste a été officialisée et l'opération de relogement des 136 familles a été lancée sous l'autorité du chef de daïra, Hattabi Sedik, que nous avons rencontré sur le site, hier mercredi en début de matinée.

Au préalable, dès 6 h du matin, un important service de sécurité a été déployé pour prévenir tout dépassement. De telles précautions s'expliquent par le fait qu'il y a 4 ans, sur ce même site, une opération similaire avait donné lieu à de sévères échauffourées entre concernés et policiers, qui ont duré toute la nuit et qui ont failli embraser tout le quartier avant que les services de sécurité, à coups de grenades lacrymogènes, n'arrivent à calmer les esprits des contestataires. Pour bien mener l'opération, d'importants moyens matériels ont été mobilisés pour

aider les habitants à déménager et raser les habitations pour que d'autres personnes ne viennent pas squatter les lieux désaffectés.

A partir des bâtiments flambants neufs qui jouxtent le quartier, des youyous fusaient chaque fois qu'une famille franchissait la porte des nouveaux logements, des F3 et des F4. Une mère de famille nous dira : «A la veille du nouvel an Hégirien, jeudi 1<sup>er</sup> moharem, c'est une nouvelle ère qui commence pour nous.» Certains ont voulu lancer la rumeur que cette opération de recasement annulait la distribution des logements sociaux tant attendue. Selon le chef de daïra, «cette opération de recasement est totalement indépendante et le quota de logements sociaux dont le nombre n'a pas encore été notifié sera distribué d'ici février 2013».

Au milieu de l'après-midi, des électriciens étaient en train d'installer des projecteurs pour éclairer le site car l'opération devait se poursuivre même de nuit et menée jusqu'au bout. Aucun incident majeur n'a été signalé.

Karim O.

## BOUFARIK

# Un quinquagénaire écroué pour atteinte à la pudeur sur mineur

Un homme de 50 ans, demeurant à Boufarik, à 15 km au nord de Blida, vient d'être placé sous mandat de dépôt pour viol sur un enfant de 8 ans.

L'auteur du viol qui n'est autre que le voisin de la victime, a profité de l'innocence de celle-ci pour l'emmener chez lui et abuser d'elle.

L'enfant rend compte à ses parents des agissements du quinquagénaire. Ces derniers ont déposé une plainte au niveau de la brigade des mineurs du groupement de la gendarmerie de Blida.

Les gendarmes ont ouvert une enquête et confirmé l'acte contre nature sur la base du compte-rendu du médecin légiste.

Arrêté, le mis en cause a avoué les faits. Il est à noter que cette brigade des mineurs a traité quatre autres cas similaires, et ce, depuis sa création en juillet dernier.

M. B.